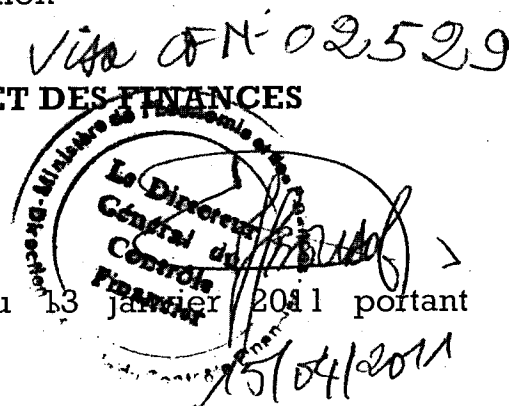


ARRETE N° 2011-156/MEF/CAB modifiant
l'arrêté n° 2010-247/MEF/CAB du 05 juillet 2010
portant fixation des pièces administratives exigées
des candidats aux marchés publics et modalités de
fonctionnement des commissions d'attribution des
marchés, des commissions de sélection des
candidats aux délégations de service public et des
commissions de réception

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2011-002/PRES du 13 janvier 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2011-004/PRES/PM du 16 janvier 2011 portant composition du gouvernement;
- VU** le décret n°2011-072/PRES/PM/SGG-CM du 24 février 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** la loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU** le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics;
- VU** le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs des crédits de l'Etat et des autres organismes publics;
- VU** le décret n° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics;
- VU** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public;



- VU** Le décret n° 2007-243/PRES/PM/MFB du 09 mai 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- VU** le décret n° 2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

SUR proposition de l'Autorité de régulation des marchés publics

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dispositions des articles 3 et 6 de l'arrêté n° 2010-247/MEF/CAB du 05 juillet 2010 portant fixation des pièces administratives exigées des candidats aux marchés publics et modalités de fonctionnement des commissions d'attribution des marchés, des commissions de sélection des candidats aux délégations de service public et des commissions de réception sont modifiées ainsi qu'il suit :

AU LIEU DE

ARTICLE 3 : Les attestations ci-dessus doivent être en cours de validité à la date limite de dépôt des offres fixée par l'administration ou pendant la période de négociation du contrat pour la procédure de gré à gré.

LIRE

Les attestations ci-dessus doivent être en cours de validité à la date limite de dépôt des offres fixée par l'administration ou pendant la période de négociation du contrat pour la procédure de gré à gré. Toutefois lorsqu'une attestation se révèle non valide à la date limite de dépôt des offres fixée par l'administration ou pendant la période de négociation du contrat pour la procédure de gré à gré, cela n'entraîne pas le rejet systématique de l'offre lors de l'évaluation.

La pièce valide doit être demandée par écrit avec accusé de réception au soumissionnaire concerné dans le délai imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire.

En tout état de cause, la Direction générale des marchés publics procède à la vérification de la validité des attestations requises du soumissionnaire retenu avant toute publication des résultats.

AU LIEU DE

ARTICLE 6 :

L'absence d'une pièce administrative n'entraîne pas le rejet de l'offre lors de l'évaluation. Cependant, elle doit être produite avant toute proposition d'attribution.

En tout état de cause, la Direction générale des marchés publics procède à la vérification de la présence des pièces administratives requises du soumissionnaire retenu avant toute publication de résultats.

LIRE

L'absence ou la non validité d'une pièce administrative n'entraîne pas le rejet systématique de l'offre lors de l'évaluation. Cependant, elle doit être dûment produite dans le délai imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire.

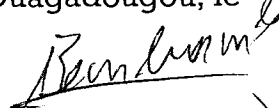
En tout état de cause, la Direction générale des marchés publics procède à la vérification de la présence des pièces administratives requises du soumissionnaire retenu avant toute publication de résultats.

LE RESTE SANS CHANGEMENT

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 26/04/2011



Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Officier de l'Ordre National

Ampliations:

- Large diffusion
- ARMP
- Chrono
- JO

